

**RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**
**Bid Receiving Public Works and Government
Services Canada/Réception des soumissions
Travaux publics et Services gouvernementaux
Canada**
**1713 Bedford Row
Halifax, N.S./Halifax, (N.É.)
B3J 1T3
Bid Fax: (902) 496-5016**

**REQUEST FOR PROPOSAL
DEMANDE DE PROPOSITION**

**Proposal To: Public Works and Government
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Title - Sujet Stérilisateur à vapeur	
Solicitation No. - N° de l'invitation F5244-140185/A	Date 2015-01-06
Client Reference No. - N° de référence du client F5244-14-0185	
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$HAL-409-9425	
File No. - N° de dossier HAL-4-73162 (409)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2015-02-17	Time Zone Fuseau horaire Atlantic Standard Time AST
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Taylor, Kathie	Buyer Id - Id de l'acheteur hal409
Telephone No. - N° de téléphone (902) 496-5510 ()	FAX No. - N° de FAX (902) 496-5016
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: DEPARTMENT OF FISHERIES AND OCEANS BEDFORD INST.OCEANOGRAPHY 1 CHALLENGER DR.P.O.BOX 1006 DARTMOUTH NOVA SCOTIA B2Y4A2 Canada	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address

**Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Issuing Office - Bureau de distribution

Atlantic Region Acquisitions/Région de l'Atlantique
Acquisitions
1713 Bedford Row
Halifax, N.S./Halifax, (N.É.)
B3J 3C9
Nova Scot

Solicitation No. - N° de l'invitation

F5244-140185/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

hal409

Client Ref. No. - N° de réf. du client

F5244-14-0185

File No. - N° du dossier

HAL-4-73162

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Voir ci-joint

N° de l'invitation - Sollicitation No.
F5244-140185/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
F5244-140185

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
HAL-4-73162

Id de l'acheteur - Buyer ID
HAL409
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX	2
1.1 BESOIN	2
1.2 COMPTE RENDU	2
PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES	2
2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	2
2.2 PRÉSENTATION DES SOUMISSIONS	2
2.3 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – EN PÉRIODE DE SOUMISSION.....	2
2.5 LOIS APPLICABLES	3
PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS.....	3
3.1 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS	3
PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION	4
4.1 PROCÉDURES D'ÉVALUATION.....	4
4.2 MÉTHODE DE SÉLECTION	4
PARTIE 5 – ATTESTATIONS	4
5.1 ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT	4
PARTIE 6 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT	5
6.1 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ.....	5
6.2 BESOIN	5
6.3 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES.....	5
6.4 DURÉE DU CONTRAT	5
6.5 RESPONSABLES.....	5
6.6 PAIEMENT	7
6.7 INSTRUCTIONS RELATIVES À LA FACTURATION.....	7
6.8 ATTESTATIONS	7
6.9 LOIS APPLICABLES	7
6.10 ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS	7
6.11 CLAUSES DU <i>GUIDE DES CUA</i>	8
ANNEXE «A»	9
BESOIN	9
ANNEXE « B »	12
BASE DE PAIEMENT.....	12
ANNEXE “C” Données de références croisées.....	11

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Besoin

Le ministère des Pêches et des Océans, Institut océanographique de Bedford, Dartmouth (Nouvelle-Écosse), souhaite établir un marché pour la livraison et l'installation d'un stérilisateur à vapeur (autoclave) qui servira à la décontamination des fournitures de laboratoire et de recherche. Le marché comprend également la formation connexe. La livraison, l'installation et la formation doivent avoir lieu au plus tard le 31 mars 2015.

Ce marché est assujéti aux dispositions des accords commerciaux suivants : l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), l'Accord sur le commerce intérieur (ACI) et les accords de libre-échange avec le Pérou, la Colombie et le Panama.

1.2 Compte rendu

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le *[Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat)* (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document *[2003](#)* (2014-09-25) Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

2.2 Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions.

2.3 Demandes de renseignements – en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins sept (7) jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au

soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

2.5 Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur in Nouvelle Ecosse, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent leur soumission en sections distinctes, comme suit :

Section I : Soumission technique (deux copies papier)

Section II : Soumission financière (une copie papier)

Section III : Attestations (une copie papier)

Section IV : Renseignements supplémentaires (une copie papier)

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission.

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les ministères organismes fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement [Politique d'achats écologiques](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les soumissionnaires devraient :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement: impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

Section I : Soumission technique

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

Section II : Soumission financière

Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec la base de paiement. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément.

Section III : Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5.

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- a) Les soumissions reçues seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

4.1.1 Évaluation technique

Critères techniques obligatoires - Tel que décrits à l'annexe A.

4.1.2 Évaluation financière

Le prix de la soumission sera évalué en dollars canadiens, excluant la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée, FAB destination, incluant les droits de douane et les taxes d'accise canadiens.

4.2 Méthode de sélection

Une soumission doit respecter les exigences de la demande de soumissions et satisfaire à tous les critères d'évaluation techniques obligatoires pour être déclarée recevable. La soumission recevable avec le prix évalué le plus bas sera recommandée pour attribution d'un contrat.

PARTIE 5 – ATTESTATIONS

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements connexes exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada, peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. Le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur à l'une de ses obligations prévues au contrat, s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission peut être déclarée non recevable, ou constituer un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations préalables à l'attribution du contrat

Les attestations énumérées ci-dessous devraient être remplies et fournies avec la soumission mais elles peuvent être fournies plus tard. Si l'une de ces attestations n'est pas remplie et fournie tel que demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements

doivent être fournis. À défaut de se conformer à la demande de l'autorité contractante et de fournir les attestations dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité – renseignements connexes

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire et ses affiliés respectent les dispositions stipulées à l'article 01 Dispositions relatives à l'intégrité - soumission, des instructions uniformisées [2003](#). Les renseignements connexes, tel que requis aux dispositions relatives à l'intégrité, assisteront le Canada à confirmer que les attestations sont véridiques.

5.1.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « [soumissionnaires à admissibilité limitée](#) »

(http://www.travail.gc.ca/fra/normes_equite/eq/emp/pcf/liste/inelig.shtml) du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible sur le site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) – Travail](#).

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « [soumissionnaires à admissibilité limitée](#) » du PCF au moment de l'attribution du contrat.

PARTIE 6 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

6.1 Exigences relatives à la sécurité

Ce contrat ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

6.2 Besoin

L'entrepreneur doit fournir les articles décrits à l'annexe A, Besoin.

6.3 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre, sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](#)

(<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

6.3.1 Conditions générales

2010A (2014-11-27), Conditions générales - biens (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

6.4 Durée du contrat

6.4.1 Date de livraison

Tous les biens livrables doivent être reçus au plus tard le 2015-03-31.

6.5 Responsables

6.5.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est :

Kathie Taylor
Supply Officer
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements
1713 Bedford Row
Halifax, NS B3J 1T3

Téléphone : 902-496-5510
Télécopieur : 902-496-5016
Courriel : kathie.taylor@pwgsc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée, par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus suite à des demandes ou des instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

6.5.2 Chargé de projet

Le chargé de projet pour le contrat est :

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____
Adresse : _____

Téléphone : ____ ____ ____
Télécopieur : ____ ____ ____
Courriel : _____

Le chargé de projet représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le chargé de projet; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification de contrat émise par l'autorité contractante.

6.5.3 Représentant de l'entrepreneur

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____
Adresse : _____

Téléphone : ____ ____ ____
Télécopieur : ____ ____ ____
Courriel : _____

6.6. Paiement

6.6.1 Base de paiement

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé un prix ferme précisé dans détails de l'élément de ligne, selon un montant total de _____. Les droits de douane sont inclus et la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée est en sus, s'il y a lieu.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

6.6.2 Limite de prix

Clause du *Guide des CCUA* C6000C (2011-05-16) Limite de prix

6.6.3 Mode de paiement

Clause du guide des CCUA H1000C (2008-05-12), Paiement unique

6.7 Instructions relatives à la facturation

L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.

Les factures doivent être distribuées comme suit :

- a) L'original et un (1) exemplaire doivent être envoyés à l'adresse qui apparaît à la page 1 du contrat pour attestation et paiement.

6.8 Attestations

6.8.1 Conformité

Le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ainsi que la coopération constante quant aux renseignements connexes sont des conditions du contrat. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'entrepreneur ou à fournir les renseignements connexes, ou encore si on constate que les attestations qu'il a fournies avec sa soumission comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier le contrat pour manquement conformément aux dispositions du contrat en la matière.

6.9 Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur en Nouvelle Ecosse et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

6.10 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur ladite liste.

- a) les articles de la convention;
- b) les conditions générales - biens complexité moyenne (2014-11-27)
- c) Annexe A, Besoin;
- d) la soumission de l'entrepreneur en date du _____

6.11 Clauses du *Guide des CCUA*

G1005C Assurances (2008-05-12)

B1501C Appareillage électrique (2006-06-16)

ANNEXE « A »

BESOIN

Pêches et Océans Canada, au nom de l'Institut océanographique de Bedford situé à Dartmouth, en Nouvelle-Écosse, demande la fourniture, la livraison, l'installation et la formation à l'utilisation d'un (1) stérilisateur à vapeur (autoclave) pour la décontamination de fournitures de laboratoire et de recherche. La livraison du système et la formation sur place doivent être effectuées et facturées avant le 31 mars 2015.

Le système doit au moins répondre aux critères obligatoires suivants :

1. L'appareil doit permettre l'écoulement de la vapeur par gravité et la stérilisation sous vide.
2. Les dimensions de l'intérieur de la chambre doivent être d'au moins 21 po de largeur x 21 po de longueur x 38 po de hauteur et la chambre doit être faite d'acier inoxydable.
3. Les matériaux du carter doivent être faits d'acier inoxydable.
4. L'appareil doit avoir une chicane pour la vapeur afin d'empêcher la condensation de mouiller la charge.
5. L'appareil doit être doté d'un port à thermocouple pour surveiller les températures intérieures et de la charge.
6. La porte doit être dotée d'un panneau à coulissement vertical et à contrepoids afin d'en faciliter l'utilisation et doit être faite d'acier inoxydable.
7. L'appareil doit être doté d'un interrupteur de sécurité pour empêcher la vapeur de pénétrer dans la chambre si la porte n'est pas fermée de manière étanche.
8. L'appareil doit être configuré pour pouvoir être encastré dans un renforcement.
9. Le panneau de commande doit être situé sur l'appareil.
10. L'appareil doit être alimenté par un courant électrique monophasé de 115 V et 50/60 Hz.
11. La vapeur doit provenir d'une chaudière à vapeur de 30 kW avec pompe à eau alimentée automatiquement, faite d'acier au carbone, et alimentée par un courant électrique triphasé de 208 V et 50/60 Hz.
12. La température du tuyau d'évacuation doit être contrôlée afin de ne pas dépasser 60 °C.
13. L'appareil doit être doté d'une alerte de niveau d'eau intégrée dans le stérilisateur.

14. L'appareil doit être doté d'un chariot de chargement (avec deux tablettes) et d'un chariot de transfert conçu pour se verrouiller aux glissières/tablettes du stérilisateur, au besoin, afin d'assurer la sécurité du personnel du laboratoire lors du chargement et du déchargement des articles lourds.
15. L'appareil doit être doté d'un dispositif automatique de commande de l'évacuation de la vapeur.
16. Le panneau de commande doit afficher l'heure, la température choisie, le type de cycle, les paramètres d'exécution et les renseignements sur le cycle en temps réel.
17. L'appareil doit être doté d'une imprimante pour papier thermique à alimentation rapide afin de recueillir les renseignements sur le cycle.
18. L'appareil doit fournir des messages d'alarme et des messages texte, y compris des messages du système non critiques.
19. Le panneau de commande de l'appareil doit pouvoir confirmer de manière sonore et visuelle les sélections et les alarmes.
20. La température doit pouvoir être réglée/contrôlée/affichée en °C et °F.
21. L'appareil doit pouvoir effectuer un test d'étanchéité au vide afin de vérifier l'étanchéité au vide de la tuyauterie du stérilisateur.
22. L'appareil doit être fabriqué dans une usine certifiée ISO 9001 et ISO 14001.
23. L'appareil doit pouvoir maintenir une température précise et constante de 121 °C pendant des cycles de 10, 15, 30, 45 et 60 minutes.
24. L'appareil doit être capable d'effectuer des cycles liquides et des cycles à gravité.
25. L'appareil doit disposer d'un échappement de liquide contrôlé par micro-ordinateur pour un refroidissement linéaire et uniforme, et programmable selon une plage précise.
26. L'appareil doit avoir un dispositif de sécurité des processus de contrôle et d'étalonnage au niveau de la supervision et de l'entretien.
27. L'appareil doit être doté de niveaux de chambre analogiques bien visibles afin d'indiquer en temps réel les pressions dans la chambre et le carter dans l'éventualité d'une panne du système de commande par micro-ordinateur.
28. Le système de commande de l'appareil doit disposer d'un contrôle des paramètres afin de vérifier tous les cycles programmés par les utilisateurs, avec le déclenchement d'avertissements si un utilisateur tente une programmation au-delà des paramètres recommandés.
29. Les dimensions physiques extérieures de l'appareil ne peuvent excéder 39 po de largeur x 54 po de profondeur x 80 po de hauteur (à partir du niveau du sol) afin de permettre l'accès aux fins d'entretien.

30. L'entrepreneur doit installer l'appareil, ce qui comprend le déballage, le déplacement, la mise en place et l'assemblage ainsi que le raccordement au système électrique et à la plomberie existants.
31. L'appareil doit être installé par un technicien qualifié. Il incombe à l'entrepreneur de déterminer les qualifications du personnel qui effectue l'installation et la formation sur place.
32. L'entrepreneur doit étalonner l'appareil pour la température et la pression.
33. L'entrepreneur doit fournir les manuels d'entretien et de pièces, ainsi que les dessins d'installation en copie papier et en format électronique.
34. L'entrepreneur doit inclure la formation sur place (au minimum une journée pour 6 à 8 employés) dans le prix d'achat du système.
35. L'entrepreneur doit fournir un plan d'entretien annuel de l'appareil pour au moins cinq ans (ce coût ne doit pas être compris dans le prix d'achat) avec des modalités et conditions acceptables pour le gouvernement du Canada.
36. L'entrepreneur doit avoir des représentants de service technique dont le temps de réponse maximal à la suite d'une demande téléphonique pour un entretien ne dépasse pas cinq jours.

Contraintes :

- La date et l'heure de l'installation et de la formation sur place doivent être planifiées de manière à s'assurer que du personnel de Pêches et Océans Canada est disponible pour répondre aux exigences en matière de sécurité (plus précisément pour escorter l'entrepreneur dans l'immeuble).
- La formation sur place doit être fournie en anglais.

Soutien fourni par le Canada :

- Transport du système livré du service d'expédition et de réception de l'Institut océanographique de Bedford jusqu'au laboratoire 419 de l'immeuble Ellis.
- Préparation de l'espace de laboratoire afin de respecter les exigences liées à l'installation.
- Vérification que les fournitures nécessaires à l'installation et à la formation sur place ont été reçues avant celles-ci.
- Un représentant sera disponible pour renseigner l'entrepreneur et l'aider dans la préparation de la formation sur place (par exemple, pour réserver une salle de conférence [au besoin] et escorter l'entrepreneur dans l'immeuble [exigence en matière de sécurité]).

ANNEXE « B »

BASE DE PAIEMENT

Le prix de la soumission sera évalué en dollars canadiens, excluant la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée, destination FAB, incluant les droits de douane et les taxes d'accise canadiens.

Article	Description		Qté.	Prix Unite	Prix
1	la fourniture, la livraison, l'installation et la formation à l'utilisation d'un (1) stérilisateur à vapeur (conformément à l'annexe A)	lot	1	\$_____	\$_____
2	un plan d'entretien annuel de l'appareil (conformément à l'annexe A)	année	5	\$_____	\$_____

Make/Modele: _____

ANNEXE "C"
Données de références croisées

Les soumissionnaires doivent fournir les données de renvoi ci-après afin d'indiquer les pages sur lesquelles chaque spécification obligatoire peut être démontrée dans la documentation technique soumise avec leur soumission. Pour les quelques critères qui ne sont pas identifiés dans les fiches techniques / littérature / brochures, l'indication de votre entreprise de «conforme» sera considérée comme une certification que l'exigence est satisfaite. Le Canada se réserve le droit de vérifier tous les renseignements liés aux exigences obligatoires.

	Critères de spécification obligatoires	Numero de page du renvoi
1.	L'appareil doit permettre l'écoulement de la vapeur par gravité et la stérilisation sous vide.	
2.	Les dimensions de l'intérieur de la chambre doivent être d'au moins 21 po de largeur x 21 po de longueur x 38 po de hauteur et la chambre doit être faite d'acier inoxydable.	
3.	Les matériaux du carter doivent être faits d'acier inoxydable.	
4.	L'appareil doit avoir une chicane pour la vapeur afin d'empêcher la condensation de mouiller la charge.	
5.	L'appareil doit être doté d'un port à thermocouple pour surveiller les températures intérieures et de la charge.	
6.	La porte doit être dotée d'un panneau à coulissement vertical et à contrepoids afin d'en faciliter l'utilisation et doit être faite d'acier inoxydable.	
7.	L'appareil doit être doté d'un interrupteur de sécurité pour empêcher la vapeur de pénétrer dans la chambre si la porte n'est pas fermée de manière étanche.	
8.	L'appareil doit être configuré pour pouvoir être encastré dans un renforcement.	
9.	Le panneau de commande doit être situé sur l'appareil.	
10.	L'appareil doit être alimenté par un courant électrique monophasé de 115 V et 50/60 Hz.	
11.	La vapeur doit provenir d'une chaudière à vapeur de 30 kW avec pompe à eau alimentée automatiquement, faite d'acier au carbone, et alimentée par un courant électrique triphasé de 208 V et 50/60 Hz.	
12.	La température du tuyau d'évacuation doit être contrôlée afin de ne pas dépasser 60 °C.	

13.	L'appareil doit être doté d'une alerte de niveau d'eau intégrée dans le stérilisateur.	
14.	L'appareil doit être doté d'un chariot de chargement (avec deux tablettes) et d'un chariot de transfert conçu pour se verrouiller aux glissières/tablettes du stérilisateur, au besoin, afin d'assurer la sécurité du personnel du laboratoire lors du chargement et du déchargement des articles lourds.	
15.	L'appareil doit être doté d'un dispositif automatique de commande de l'évacuation de la vapeur.	
16.	Le panneau de commande doit afficher l'heure, la température choisie, le type de cycle, les paramètres d'exécution et les renseignements sur le cycle en temps réel.	
17.	L'appareil doit être doté d'une imprimante pour papier thermique à alimentation rapide afin de recueillir les renseignements sur le cycle.	
18.	L'appareil doit fournir des messages d'alarme et des messages texte, y compris des messages du système non critiques.	
19.	Le panneau de commande de l'appareil doit pouvoir confirmer de manière sonore et visuelle les sélections et les alarmes.	
20.	La température doit pouvoir être réglée/contrôlée/affichée en °C et °F.	
21.	L'appareil doit pouvoir effectuer un test d'étanchéité au vide afin de vérifier l'étanchéité au vide de la tuyauterie du stérilisateur.	
22.	L'appareil doit être fabriqué dans une usine certifiée ISO 9001 et ISO 14001.	
23.	L'appareil doit pouvoir maintenir une température précise et constante de 121 °C pendant des cycles de 10, 15, 30, 45 et 60 minutes.	
24.	L'appareil doit être capable d'effectuer des cycles liquides et des cycles à gravité.	
25.	L'appareil doit disposer d'un échappement de liquide contrôlé par micro-ordinateur pour un refroidissement linéaire et uniforme, et programmable selon une plage précise.	
26.	L'appareil doit avoir un dispositif de sécurité des processus de contrôle et d'étalonnage au niveau de la supervision et de l'entretien.	
27.	L'appareil doit être doté de niveaux de chambre analogiques bien visibles afin d'indiquer en temps réel les pressions dans la chambre et le carter dans l'éventualité d'une panne du système de commande par micro-ordinateur.	
28.	Le système de commande de l'appareil doit disposer d'un contrôle des paramètres afin de vérifier tous les cycles programmés par les utilisateurs, avec le déclenchement d'avertissements si un utilisateur tente une programmation au-delà des paramètres recommandés.	
29.	Les dimensions physiques extérieures de l'appareil ne peuvent excéder 39 po de largeur x 54 po de profondeur x 80 po de hauteur (à partir du niveau du sol)	

	afin de permettre l'accès aux fins d'entretien.	
30.	L'entrepreneur doit installer l'appareil, ce qui comprend le déballage, le déplacement, la mise en place et l'assemblage ainsi que le raccordement au système électrique et à la plomberie existants.	
31.	L'appareil doit être installé par un technicien qualifié. Il incombe à l'entrepreneur de déterminer les qualifications du personnel qui effectue l'installation et la formation sur place.	
32.	L'entrepreneur doit étalonner l'appareil pour la température et la pression.	
33.	L'entrepreneur doit fournir les manuels d'entretien et de pièces, ainsi que les dessins d'installation en copie papier et en format électronique.	
34.	L'entrepreneur doit inclure la formation sur place (au minimum une journée pour 6 à 8 employés) dans le prix d'achat du système.	
35.	L'entrepreneur doit fournir un plan d'entretien annuel de l'appareil pour au moins cinq ans (ce coût ne doit pas être compris dans le prix d'achat) avec des modalités et conditions acceptables pour le gouvernement du Canada.	
36.	L'entrepreneur doit avoir des représentants de service technique dont le temps de réponse maximal à la suite d'une demande téléphonique pour un entretien ne dépasse pas cinq jours.	

Marque / Modèle offert: _____